

L'un des immeubles emblématiques du Budapest des années 1970 n'est plus. Sur les gravats de l'ancien siège du MTESz sur la place du Parlement, le gouvernement hongrois entend faire construire un immeuble dans le plus pur style néo-classique.

Depuis le début des années 1990, s'il y a bien une constante de l'urbanisme hongrois, c'est celle d'effacer méticuleusement toute trace de l'architecture socialiste du paysage. S'il sera probablement impossible de raser les cités de grands ensembles construits en banlieue de Budapest, les pouvoirs publics concentrent leur attention sur des périmètres plus modestes et à forte charge symbolique. C'est ce qui explique en grande partie le sort réservé à l'un des immeubles les plus représentatifs de l'architecture moderne des années 1970 : le siège du MTESz construit en 1972 au sud de la place du Parlement (Kossuth Lajos tér).

Fier porte-étendard du patrimoine « moderne » budapestois pour les uns, « verrue soviétique » pour les autres, le siège du MTESz avait été en fait construit dans un style « brutaliste », mouvement architectural apparu en Europe de l'Ouest au début des années 1950. Apprécié dans un contexte de reconstruction après la Seconde Guerre mondiale, notamment au Royaume-Uni, il a été tardivement assimilé à l'architecture socialiste en raison d'une forte popularité en Europe centrale et dans les Balkans. Le siège du MTESz reprenait assez scrupuleusement ses principes fondateurs : usage irraisonné du béton, répétition mécanique des ouvertures sur toute la façade, accentuation de la verticalité des lignes, absence d'ornement.



Le siège du MTESz en 2016. Crédit : Index.hu

Sa construction en 1972 avait été motivée par la présence d'un terrain vague sur son emplacement, réservé à l'origine pour la construction de deux immeubles de rapport dans le prolongement du groupe néoclassique à l'angle de Kossuth Lajos tér et de Vértanúk tere (là où se situe la statue d'Imre Nagy sur un pont en métal). Imaginé par Dezső Hűtl au début des années 1920, l'ensemble devait même obéir à une stricte symétrie. Mais l'éclatement de la Seconde Guerre mondiale empêcha le projet de l'architecte d'aller à son terme. L'érection du bâtiment moderne imaginé par Béla Pintér accompagna en fait la construction de la ligne 2 du métro de Budapest dont la station « Kossuth Lajos tér » avait été positionnée sous ses fondations. Son nom, « siège du MTESz » dérivait très simplement de l'acronyme de l'Alliance des sociétés scientifiques et techniques (Műszaki és Természettudományi Egyesületek Szövetsége, MTSz) qui y occupait ses locaux.



Dessin annoté du projet de Dezső Hűtl. « Nem épült meg » signifie « Partie non construite ». Crédit : Válasz.hu



Comparaison des projets de Dezső Hűtl et de Béla Pintér.

Comme le rappelle *Válasz.hu*, l'édifice commença à sérieusement se dégrader durant les années 1990 et son statut semi public/semi privatisé n'aida pas à son entretien. Acquis par le Parlement

hongrois dans le cadre du « programme Steindl », le gouvernement envisagea dans un premier temps de le remettre en état et de confier à des architectes le soin de réinventer sa façade en harmonie avec les autres immeubles de la place. Dans la foulée de la rénovation totale de Kossuth Lajos tér, un concours d'architecture avait même été lancé à l'été 2015, au terme duquel avaient émergé des propositions assez inventives et audacieuses.



Une des propositions retenues lors du concours d'architecte : celle de Géza Kendik.



Une des propositions retenues lors du concours d'architecte : celle d'Ádám Vesztergom.

Or durant la phase de diagnostic des travaux l'année dernière, de gros dégâts de corrosion avaient été constatés au niveau des fondations, ce qui motiva le gouvernement à prendre la décision de raser entièrement le bâtiment. Entamé il y a un peu moins d'un an, le chantier de démolition s'est achevé au début de ce printemps et c'est un certain flou qui régnait depuis sur la décision finale de l'exécutif. Dans un article paru le 16 mai dernier sur *Válasz.hu*, l'on apprend qu'aucune des propositions du concours d'architecture ne devrait finalement se concrétiser et que le gouvernement envisagerait très sérieusement le parachèvement du projet néo-classique imaginé il y a près d'un siècle.

Si elle était confirmée, cette décision marquerait une inflexion remarquable dans la politique patrimoniale poursuivie par le Premier ministre Viktor Orbán. Jusqu'à présent, celle-ci s'était caractérisée la réinterprétation de l'architecture historique hongroise dans une geste très contemporaine (nouveau théâtre national) et plus récemment par la reconstruction d'édifices détruits ou mal rénovés après la Seconde guerre mondiale (palais de Budavár, écuries royales, théâtre du château, musée des transports). L'opération qui règne autour de l'ancien siège du MTESz consisterait ni plus ni moins à achever les projets d'un architecte de façon posthume, avec tous les problèmes éthiques et philosophiques que cela soulève.

Si l'on peut saluer l'initiative de « restaurer » la beauté de Budapest sans doute ternie par des décennies d'inertie, la méthode retenue par le gouvernement pose néanmoins question. L'absence de publicité dans la prise de décision est d'autant plus problématique que les choix techniques retenus pour la maîtrise d'ouvrage sont très fortement discutables d'un point de vue de la conservation historique. Le développement du façadisme ainsi que les reconstructions sur des structures en béton ne respectent pas l'usage des techniques de construction traditionnelles pourtant promues par la Convention pour la sauvegarde du patrimoine architectural de l'Europe. Par ailleurs, le passage en force permanent autour de ces grands investissements publics interpelle sur la faiblesse du contre-pouvoir administratif face à l'omnipotence gouvernementale. Considéré comme le bien commun d'une société, le patrimoine historique souffre de ces coups de menton autoritaires alors qu'il devrait avoir pour objet la recherche à tout prix d'un consensus au sein du corps social.